

Jeudi 18 juin, les salariés de VSF ont frappé un grand coup. **La direction n'a lâché que des miettes :** **Poursuivons la mobilisation !**

Jeudi 18 juin, la direction de Renault a ouvert une négociation sur les conditions de transfert des salariés de Villiers-Saint-Frédéric.

Plus d'une centaine de salariés s'est mobilisée de manière simultanée à VSF et à Boulogne, où se tenait la réunion entre les syndicats et la direction.

Réunis devant le bâtiment de l'Amicale du Groupe Renault (AGR) à Boulogne, ils ont fait entendre leur colère et ont manifesté jusqu'au Cristallin, au pont de Sèvres, pour que la direction générale sache que sa décision de fermer leur site ne passe pas !

Dans le calme et avec une grande détermination, ils ont fait monter d'un cran leur mobilisation. Les membres de notre délégation à la négociation ont pu voir l'effet que cela a produit sur les négociateurs de la direction.



Pour échanger sur les mesures proposées par la direction (voir verso du tract) et sur la suite de la mobilisation :

RDV demain mardi 23 juin à 10h devant le bâtiment H5.

Soyons nombreux et déterminés !

Les réactions collectives des salariés de VSF ont fait reculer la direction sur une bonne partie des mutations forcées à Aubevoye. Il y en avait 41 dans le projet initial, la direction n'en évoque plus que 6 aujourd'hui. Elle dit que, pour moitié, ce serait une « régularisation » pour des salariés travaillant déjà à Aubevoye. Pour les 23 salariés encore mutés de force à Lardy, elle dit être en train d'étudier la situation.

Ce sont aussi les réactions collectives des salariés de VSF qui ont conduit à l'ouverture de cette négociation. Sinon, cela se serait passé comme pour la fermeture des Ulis, du Plessis... : sans rien de plus que les conditions « normales » de mobilité individuelle entre sites Renault. Et ce sont les actions menées jeudi 18 juin qui ont obligé la direction à prolonger la négociation l'après-midi et le lendemain matin.

Mais, ce qui ressort de cette phase de négociation est largement insuffisant. Ce sont des miettes comparées à l'impact que va avoir cette fermeture sur des centaines de salariés, Renault, Ampere et prestataires.

**Une prime pour tous !
Le « cas par cas », on n'en veut pas !**

Alors que les salariés portent la revendication d'une **prime de transfert** spécifique pour tous les salariés, les mesures proposées relèvent d'un "cas par cas" qui a pour **objectif de diviser les salariés**. Par exemple, la direction choisit de relever les barèmes qui s'appliquent en cas de mobilité classique individuelle entre sites. Donc, certains toucheraient une prime et **d'autres non**. De plus, **ce ne sont pas des mobilités individuelles choisies, mais une mobilité collective forcée**. La délégation CGT qui participe à la négociation n'est **pas favorable à la signature** de cet accord. SUD, qui n'y participe pas, également.

Nous demandons :

- **Une prime de transfert pour tous les salariés de VSF de 20 000 € net par personne.** Selon un calcul fait par des salariés, Cela représente les 9 millions d'€ d'économies par an que fera la direction en fermant VSF divisés par le nombre de salariés transférés au TCR, Lardy et au CTA.
- **Le doublement de l'aide « surcoût de transport »**
- **La prime de mobilité calculée selon le temps de trajet réel domicile/lieu de travail aux heures de pointe (avec les bouchons)**
- **La liberté du choix des sites de transfert** (avec mobilité ouverte dès maintenant sans attendre le transfert des moyens d'essais et engagement de résultat de la direction)
- **Le rétablissement du télétravail 3 jours/semaine et des dérogations élargies (RQTH...)**
- D'autres points plus spécifiques : extension LOA, prise en charge du pass Navigo, l'aménagement des horaires pour prendre en compte l'augmentation du temps de trajet.

Ce qui ressort des négociations est très loin du compte :

En noir : politique de base « mobilité Renault ». En rouge : surplus si signature de l'accord VSF

- **Aide « surcoût de transport »**

Montant versé mensuellement pendant 33 mois en fonction de l'augmentation de distance domicile-nouveau site / domicile-ancien site et du nombre de jours en présentiel par semaine. Pas de prise en compte du temps réel de trajet (bouchons...).

Mutation vers le TCR / Lardy (IdF)		
Présence site	3 jours	4-5 jours
2 à 10 km	33 € + 7 €	50 € + 10 €
10,1 à 20 km	74 € + 16 €	110 € + 30 €
20,1 km et +	133 € + 27 €	200 € + 40 €

Mutation vers Aubevoye (hors IdF)		
Présence site	3 jours	4-5 jours
20 (2) à 40 km	190 € + 70 €	300 € + 105 €
40,1 à 70 km	400 € + 140 €	600 € + 210 €
70,1 km et +	590 € + 210 €	900 € + 315 €

- **Prime de mobilité : augmentée seulement pour les salariés mutés à Lardy... s'il y en a !**
Prime de mobilité (versée une fois) si le temps de trajet aller domicile/nouveau site augmente de 10 à 20 min : 1000 € (+300 € si nouveau site Lardy) / 21 à 30 min : 1200 € (+ 500 € si Lardy) / 31 min et + : 1400 € (+600 € si Lardy). Temps évalué avec Viamichelin sans les embouteillages !
- **Déménagement :** En cas de déménagement rapprochant du nouveau site (multiples conditions), enveloppe de base pour l'aide : 20 000 € bruts (+5 000 € bruts).
- **Pocket TT** complémentaire de 15 jours de télétravail sur 1 an.
- **Dispense d'Activité prolongée d'un an** pour les salariés de VSF jusqu'au 01/01/2028.
- **Rupture Conventiennelle Collective (RCC)** du 07/09/2026 au 31/05/2027 pour 359 salariés sur les 434 actuels (maximum 153 départs et donc autant de suppressions de poste).

La fermeture de VSF : un plan social déguisé et au rabais

Lors des CSE du 28 mai et 10 juin, la direction avait affirmé que le plan de « *relocalisation des salariés de VSF* » se ferait « *sans suppression d'emplois* ». Lors de la négociation du 18 juin, elle met en avant une RCC qui pourrait aller jusqu'à 153 suppressions d'emplois (et une extension de la DA qui pourrait concerner 50 salariés). Sur 434 CDI actuel, cela ferait **un emploi supprimé sur deux** pour une fermeture de site présentée « *sans suppression d'emplois* » il y a 10 jours ! **N'est-on pas en réalité confronté à un plan social déguisé et low cost ?!**

Et la direction ne compte pas s'arrêter là. Le **24 juin**, elle convoque les syndicats à un **Observatoire des métiers de l'Ingénierie**. Elle y dévoilera la **contribution de la France dans la réduction de 15 à 20 % des effectifs de l'Ingénierie Monde**. Avec une redescende d'infos dans les **CSE Renault IdF et Ampere** le **25 juin**.

A force de supprimer des emplois, les sites deviennent surcapacitaires et risquent la fermeture, comme VSF. Il est temps de dire : **Stop à la casse sociale, industrielle et humaine !**